



Les 10 principales mesures et chiffres clés pour 2008

1 Des moyens pour assurer la sécurité des Français, faire progresser la paix et l'Europe de la défense

L'objectif est de garantir à nos armées les moyens d'assurer la sécurité des Français sur notre territoire et à l'étranger, et de participer aux opérations internationales. Membre du Conseil de sécurité des Nations unies, et présente sur de nombreux théâtres, la France doit disposer des moyens de sa politique alors que les dépenses militaires sont en forte progression quasiment partout sauf en Europe. En outre, la France s'engage concrètement dans la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), par la mise en commun de forces et/ou de moyens et par une coopération croissante avec ses partenaires européens en matière d'armement.

2 Un maintien des crédits consacrés à la défense (48,1 Md€)

La répartition des crédits par mission est la suivante :

MISSIONS	Autorisations d'engagement (AE) en M€	Crédits de paiement (CP) en M€
Défense	35 990	36 780
Sécurité	7 709	7 465
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	3 618	3 620
Recherche et enseignement supérieur	200	200
Totaux	47 518	48 065
dont pensions	9 191	9 191

Dans le contexte tendu des finances publiques, ces moyens sont globalement stables par rapport à 2007.

3 Un effort en faveur du financement des équipements (16 Md€)

Le PLF 2008 prévoit de consacrer 16 Md€ au financement des équipements. Cela permettra le financement des commandes passées depuis le début d'exécution de la LPM 2003-2008¹ et de la LOPSI². D'importantes livraisons seront effectuées en 2008, en particulier pour les matériels majeurs : 14 avions Rafale, 8 avions Super Etendard, 6 hélicoptères Tigre, une frégate de défense aérienne Horizon, 7 hélicoptères de type EC 145 et EC 135 pour la Gendarmerie nationale... En outre, 15,1 Md€ d'autorisations d'engagement sont prévues pour commander des équipements qui entreront en service dans les dix prochaines années, notamment le 2^e porte-avions, 8 avions Rafale, 36 chars AMX 10 RC rénovés, 22 hélicoptères NH90...

4 Une consolidation des moyens consacrés aux opérations extérieures (375 M€)

Les opérations extérieures (Opex) menées par les forces armées recouvrent des missions extérieures de maintien ou de rétablissement de la paix, de lutte contre le terrorisme, de protection des ressortissants français ou encore d'assistance aux populations touchées par des catastrophes humaines ou naturelles.

Actuellement, la France est engagée dans près de 31 Opex sur de nombreux théâtres, notamment en Bosnie, au Kosovo, au Liban, en Côte-d'Ivoire, en Afghanistan. Les surcoûts de ces Opex, difficilement prévisibles, devraient enregistrer une hausse de près de 10 % et avoisiner 662 M€ pour 2007. Dans l'hypothèse d'une stabilité du dispositif en 2008, ce serait près de 60 % de ce surcoût qui serait financé dès le vote du budget.

¹ Loi de programmation militaire.

² Loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure.



5 La Défense : premier recruteur de l'Etat (32 000 recrutements)

Le ministère de la défense veille à conserver un équilibre entre les départs de l'institution et les recrutements qu'il est nécessaire de maintenir à un bon niveau. Il demeure le premier recruteur de l'Etat avec près de 30 000 militaires et 2 000 civils en 2008.

6 Un engagement affirmé en faveur de la condition du personnel (102 M€)

Le ministère de la défense participe à l'effort de maîtrise des effectifs décidé par le gouvernement et appliquera en 2008 la règle du non-renouvellement d'un départ en retraite sur deux, soit une suppression de 6 037 emplois, représentant 3 037 ETPT³.

En contrepartie, le ministère de la défense bénéficie d'une dotation très significative de 102 M€ au titre des mesures catégorielles : 15,9 M€ au titre du plan de reconnaissance professionnelle du personnel civil, 44,8 M€ de revalorisation indiciaire et 41,3 M€ en faveur des différents plans d'amélioration de la condition militaire, de consolidation de la professionnalisation et d'adaptation des grades aux responsabilités exercées.

7 Une politique sociale maintenue à un niveau élevé (83,6 M€)

Pour tenir compte des contraintes spécifiques auxquelles sont soumis les agents du ministère de la défense, le ministère maintient au plus haut niveau son effort en faveur de l'action sociale. L'accent sera mis en particulier sur le plan « petite enfance » et l'aide à l'acquisition d'un logement.

8 Un effort en matière de recherche et développement (R&D) (3,6 Md€)

Le ministère de la défense est le premier acheteur et premier investisseur public. Il finance 10 % environ de la dépense nationale et consacre 3,62 Md€ à la R&D au PLF 2008, en hausse de 4,5 % par rapport à 2007. Un effort particulier est consenti dans les domaines du maintien de la crédibilité de dissuasion, de la protection des forces et du territoire, de la maîtrise de l'information.

9 Un engagement confirmé en faveur de la réforme de l'Etat

Le ministère de la défense souhaite poursuivre sa stratégie de rationalisation des moyens et de simplification des procédures, en parfaite cohérence avec la révision générale des politiques publiques voulue par le Président de la République et lancée en juillet 2007 par le Premier ministre.

10 Une contribution active aux priorités de l'action gouvernementale

A travers le PLF 2008, le ministère de la défense conforte son engagement dans la mise en œuvre de diverses initiatives destinées à aider en priorité les jeunes en situation d'échec scolaire ou confrontés à des difficultés sociales.

Par ailleurs, le ministère de la défense est engagé en faveur de la protection de l'environnement : déploiement d'importants moyens pour la lutte contre les pollutions marines, mesures destinées à limiter les nuisances sonores aux abords des bases militaires et préservation de la biodiversité (dispositif Natura 2000 pour la survie et la reproduction d'espèces protégées).

³ Equivalents temps pleins travaillés.